



# **Législatives : décryptage des bonnes mesures et des fausses solutions pour la planète et le pouvoir d'achat**

---

**Brief média - juin 2024**

**Contacts presse :**

Cécile Cailliez

[cecile.cailliez@greenpeace.org](mailto:cecile.cailliez@greenpeace.org) / 06 13 07 04 29

Mélanie Veillaux

[melanie.veillaux@greenpeace.org](mailto:melanie.veillaux@greenpeace.org) / 06 42 64 83 76

# Sommaire

<b>L'écologie, enjeu primordial et pourtant grand absent des débats des législatives</b>	<b>3</b>
<b>I / Energies &amp; eau</b>	<b>5</b>
<b>II / Alimentation &amp; agriculture</b>	<b>10</b>
<b>III / Transports</b>	<b>16</b>
<b>IV / Climat</b>	<b>18</b>
<b>V / Biodiversité</b>	<b>21</b>
<b>VI / Libertés associatives</b>	<b>23</b>

## L'écologie, enjeu primordial et pourtant grand absent des débats des législatives

**À l'heure des élections législatives anticipées, le sujet de la lutte contre le changement climatique devrait être sur le devant de la scène et au cœur des préoccupations des partis politiques : l'écologie est une solution pour préserver l'avenir, améliorer le pouvoir d'achat et la qualité de vie des Français et des Françaises.**

Greenpeace France propose dans ce brief une analyse de certaines mesures concernant directement le quotidien des citoyens et citoyennes sur des secteurs clefs comme **l'eau, l'énergie ou encore l'alimentation**, portées par les trois blocs en tête des sondages (Nouveau Front Populaire, Rassemblement National et Ensemble pour la République). Certaines de ces propositions auraient un réel impact à la fois social et environnemental, d'autres sont soit totalement irréalistes, soit de fausses solutions pour le pouvoir d'achat et aggraveraient de surcroît la crise environnementale et climatique. Ce travail est basé sur un décryptage des mesures présentes dans les programmes ainsi qu'un rappel des votes des représentant.e.s des différents blocs politiques lors de la dernière législature.

*“Face à l'urgence climatique, opposer écologie et pouvoir d'achat est une posture politique vaine et électoraliste. Il est urgent et nécessaire d'engager une transition écologique profonde : des actions à grande échelle, adossées à **des décisions politiques fortes et structurantes pour modifier nos modes de production et de consommation sont nécessaires. En parallèle, des mesures sociales d'ampleur doivent être mises en œuvre** pour ne laisser personne de côté : c'est une condition sine qua non pour engager la transition écologique”, rappelle Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France.*

### Constat

Aujourd'hui, le programme du **Nouveau Front Populaire** (NFP) propose les mesures les plus concrètes, ambitieuses et progressistes, à la fois pour protéger l'environnement et améliorer sur le long terme le pouvoir d'achat.

A contrario, l'arrivée du **Rassemblement National** (RN) et d'autres partis de l'extrême droite au pouvoir briserait tout espoir de renforcer nos acquis sociaux et de protéger notre environnement. Prétendant combattre une “écologie punitive”, le Rassemblement National promeut une vision des enjeux

écologiques régressive et dangereuse, qui aggraverait le réchauffement climatique et pénaliserait durablement les citoyens et citoyennes.

Du côté du bloc **Ensemble pour la république**, les candidat.es en lice pâtissent du bilan et de l'inaction de la dernière législature, alors même que l'Etat a été deux fois condamné pour inaction climatique.

# I / Energies & eau

## 1. Energie

Il est urgent d'entamer la transition énergétique pour [respecter nos objectifs climatiques](#)<sup>1</sup>. Pour sortir des énergies fossiles au plus vite, il est nécessaire de s'appuyer sur **trois piliers : la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables**.

Pour Greenpeace, **la transition énergétique doit être menée dans un objectif de justice sociale** et notamment dans l'objectif de faire sortir le plus vite possible les [12 millions de personnes qui vivent en situation de précarité énergétique](#)<sup>2</sup> en France.

- Les propositions du **Nouveau Front Populaire** pourraient réduire la facture d'électricité et de gaz des Français.es et améliorer la balance commerciale du pays avec moins d'importations de pétrole et de gaz :
  - ◆ Renforcer la politique sur **l'isolation performante des logements** en proposant une prise en charge à 100% pour les plus modestes.
  - ◆ Supprimer les coupures d'électricité.
  - ◆ **Intensifier le développement des filières d'énergies renouvelables** (de la fabrication à la production) en France et en Europe.

*Pour Greenpeace France, ces mesures vont dans le sens de la transition écologique puisque [tous les scénarios de transition énergétique reposent sur le développement massif des énergies renouvelables](#)<sup>3</sup>, et notamment les éoliennes.*

- A contrario, le **Rassemblement National** mettrait la France en situation d'insécurité énergétique avec un programme qui va à rebours de l'évolution mondiale où les énergies renouvelables sont incontournables pour la transition énergétique : le moyen le plus rapide et le moins cher pour produire de l'électricité.

<sup>1</sup> <https://onu.delegfrance.org/5-ans-de-l-accord-de-paris-5-choses-a-savoir>

<sup>2</sup> [https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/2023-01/REML2023\\_CAHIER4\\_Les%20ciffresdumallogement.pdf](https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/2023-01/REML2023_CAHIER4_Les%20ciffresdumallogement.pdf)

<sup>3</sup> <https://www.greenpeace.fr/une-electricite-100-renouvelable-cest-possible/>

- ◆ **Le RN n'a aucune ambition sur le fait d'accélérer la fin de la dépendance aux énergies fossiles** pour aider les Français.es à sortir de ce piège coûteux et dangereux.
- ◆ La mesure phare du programme du **RN est la baisse de la TVA de 20 à 5,5%** sur le gaz, les carburants et l'électricité.

*Pour Greenpeace France, il s'agit d'une **mesure démagogique qui ne permettrait pas de lutter contre la hausse des prix à long terme** et qui est tout au moins une absence d'incitation aux économies d'énergie, voire une incitation à consommer plus d'énergies fossiles pour ceux qui en ont les moyens. De plus, il est nécessaire **d'accompagner les ménages les plus précaires tout en faisant payer plus cher les plus aisés, qui sont ceux qui polluent le plus**<sup>4</sup> (via, par exemple, les chèques énergie ou une aide massive à la rénovation énergétique des logements proportionnée au pouvoir d'achat).*

*Cette mesure pourrait bénéficier exclusivement aux industriels avec peu d'impact sur la facture d'énergie des ménages, voire une hausse des prix sur le long terme : pour rappel, [la baisse de la TVA mise en place en 2009 dans la restauration](#)<sup>5</sup> n'a pas du tout bénéficié aux ménages.*

- ◆ Le RN veut faire de **l'énergie nucléaire (et de l'hydraulique)** le centre de tout pour "refaire de la France un paradis énergétique" avec pour objectif dix nouveaux réacteurs dès 2031 et dix autres à partir de 2036, selon son programme baptisé "plan Marie Curie".

*En misant tout sur un programme nucléaire absurde, déconnecté de la réalité de la capacité de l'industrie nucléaire française, le **RN a pour programme non seulement de freiner mais de saboter la transition énergétique.***

- ◆ **Et les grands absents du programme du RN** ne sont rien d'autres que les fondamentaux d'une transition juste et réaliste : **des mesures de sobriété et d'efficacité énergétique.** Pire, Jordan Bardella a également annoncé vouloir « [lever les interdictions liées aux diagnostics de performance énergétique](#)<sup>6</sup> ».

<sup>4</sup> <https://www.oxfamfrance.org/rapports/egalite-climatique-une-planete-pour-les-99/>

<sup>5</sup> <https://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2018/05/n32-notesIPP-mai2018.pdf>

<sup>6</sup> <https://x.com/greenpeacefr/status/1803456630865928292>

*Une aberration à la fois sociale et environnementale quand on sait que **des millions de familles sont contraintes de vivre dans des passoires thermiques faute d'investissements de la part des bailleurs** et que le secteur des bâtiments et logements est le quatrième le plus émetteur de gaz à effet de serre.*

*Il faut **donner aux ménages les plus modestes les moyens de réduire leur facture et leur dépendance aux énergies fossiles**, en les aidant par exemple dans la rénovation de leur logement ou l'installation d'une pompe à chaleur.*

◆ **Les votes du RN montrent une opposition systématique à toutes propositions permettant d'améliorer notre efficacité énergétique :**

- Le RN s'est systématiquement opposé au photovoltaïque et aux éoliennes, et [proposent même de les démanteler](#)<sup>7</sup>, bien que J. Bardella n'a évoqué que le démantèlement des éoliennes en fin de vie, lors de sa conférence de presse du 24/06/2024.
- Il s'est opposé au [Fonds social climat au niveau européen](#)<sup>8</sup>, garantissant une transition écologique juste en aidant les ménages les plus modestes qui le souhaitent à rénover leur logement ou installer une pompe à chaleur par exemple.
- Il a voté contre la réglementation européenne visant à isoler les passoires thermiques.

→ **Côté Ensemble pour la République :**

◆ **Très peu de mesures ont été mises en place pour protéger réellement les Français.es de la flambée des prix de l'énergie.**

Les dernières années ont été particulièrement difficiles avec une perte importante du pouvoir d'achat, notamment en raison de l'augmentation des prix de l'énergie.

- ◆ La mise en place par le gouvernement Macron de mesures ponctuelles comme les chèques énergies ou, sur un temps plus long, des boucliers tarifaires sur le prix du gaz et de l'électricité **n'ont pas suffi à permettre aux 12 millions de personnes de sortir de la précarité énergétique.**

7

[https://www.bfmtv.com/replay-emissions/calvi-3d/europeennes-marine-le-pen-invitee-de-bfmtv-05-06\\_VN-202406050957.html](https://www.bfmtv.com/replay-emissions/calvi-3d/europeennes-marine-le-pen-invitee-de-bfmtv-05-06_VN-202406050957.html)

8

<https://www.touteleurope.eu/environnement/fonds-social-pour-le-climat-comment-la-commission-veut-elle-concilier-ambition-environnementale-et-justice-sociale/>

- ◆ Par ailleurs, **la France reste le seul pays européen à ne pas avoir respecté ses engagements sur le développement des énergies renouvelables.**

*Le « en même temps » du gouvernement d'E. Macron n'a pas fonctionné : ce gouvernement ne s'est pas donné les moyens de lancer un développement ambitieux et planifié d'infrastructures d'énergies renouvelables. A la place, il s'est enfermé dans la relance du nucléaire, quoi qu'il en coûte, qui n'aura aucun impact sur la baisse des émissions de GES dans les 15 prochaines années.*

## 2. Eau

Avec les effets du réchauffement climatique, la quantité d'eau renouvelable sur laquelle nous pouvons compter diminue<sup>9</sup> et sa qualité est de plus en plus difficile à conserver<sup>10</sup>. Il est essentiel de préserver durablement ce bien commun essentiel à la vie et d'assurer son accessibilité.

- **Le Nouveau Front Populaire** propose d'assurer la gratuité des premiers mètres cubes « indispensables à la vie » et de mettre en place une tarification progressive et différentielle selon les usages, avec une gestion publique.

*Cette mesure aurait un impact positif sur les factures de millions de personnes, tout en encourageant les économies d'eau pour des usages non essentiels.*

- ◆ Il propose également d'améliorer l'état écologique et chimique de tous les cours d'eau (fleuves, rivières, ruisseaux) et réserves souterraines et demande la contribution des industriels dans la dépollution des nappes et des sols.

<sup>9</sup> En France métropolitaine, la quantité d'eau renouvelable disponible - celle qui peut être utilisée pour satisfaire les besoins humains sans compromettre la situation future - a baissé de 14 % entre la période 1990-2001 et la période 2002-2018, passant de 229 milliards de m<sup>3</sup> à 197 milliards de m<sup>3</sup>, d'après [une étude réalisée par le ministère de la transition écologique](#).

<sup>10</sup> Les polluants sont d'autant plus concentrés que la quantité d'eau dans laquelle ils sont déversés est faible. Le traitement de l'eau pour sa potabilisation est en conséquence plus complexe et demande des quantités de produits réactifs et d'énergie croissante qui en renchérissent le coût, d'après [un rapport de la Cour des comptes](#).

- **Le Rassemblement National** est opposé à cette mesure puisqu'il s'est abstenu de voter l'[amendement](#)<sup>11</sup> qui proposait la gratuité de 40 litres d'eau par jour et par personne en juillet 2022. Par ailleurs, le Rassemblement National n'évoque jamais ce sujet crucial : en étant un fervent défenseur des pesticides, le parti s'obstine à dégrader la qualité de notre eau.
  
- Cet amendement sur la gratuité des premiers litres d'eau a été **rejeté par la majorité des députés des groupes parlementaires Renaissance, Horizons et Les Républicains.**

---

<sup>11</sup> <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/amendements/0017/AN/271>

## II / Alimentation & agriculture

### 1. Alimentation

Pour les consommateurs mais également pour la transition écologique, il est essentiel de permettre à la population de se nourrir avec une alimentation de qualité, durable et qui respecte les normes européennes et françaises, tout en réduisant la précarité alimentaire en France. Pour mémoire, les chiffres de la précarité alimentaire montrent que le droit à une alimentation saine et de qualité est piétiné : alors que l'inflation a touché de plein fouet les Français et Françaises, environ 3,5 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire en 2022<sup>12</sup>.

→ **Le Nouveau Front Populaire** propose de :

- ◆ **bloquer les prix des biens de première nécessité dans l'alimentation.**

*Cette mesure permettrait non seulement de réduire la précarité alimentaire en France<sup>13</sup> mais aussi de ne plus faire subir aux consommateurs et consommatrices les conséquences de l'inflation.*

- ◆ **réduire les pesticides pour améliorer la qualité de l'alimentation** : moins de pesticides dans nos assiettes est dans l'intérêt de tous les citoyens et citoyennes qui paient de leur santé et de leur portefeuille les coûts et les impacts des pesticides<sup>14</sup>.

→ **L'accès à une alimentation saine : le Rassemblement National ne s'en préoccupe pas.**

- ◆ Il a récemment annoncé que la suppression de la TVA sur cent produits de première nécessité ne se ferait que "dans un second temps", ne proposant **aucune alternative concrète pour réduire la précarité alimentaire en France.**

<sup>12</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535297?sommaire=6535307>

<sup>13</sup> En France, l'inflation a touché de plein fouet la population française : environ 3,5 millions de personnes y ont eu recours en 2022, et la moitié des Français et Françaises pouvant en bénéficier ne la sollicite pas.

<sup>14</sup>

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/11/06/les-couts-caches-de-l-alimentation-pour-la-sante-et-l-environnement-pesent-plus-de-10-du-pib-mondial\\_6198487\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/11/06/les-couts-caches-de-l-alimentation-pour-la-sante-et-l-environnement-pesent-plus-de-10-du-pib-mondial_6198487_3244.html)

- ◆ Il a toujours été **opposé à l'option végétarienne dans les établissements de restauration collective** (cette mesure aurait simplement permis aux enfants de choisir, librement, un plat végétarien ou non), soi-disant pour défendre les “éleveurs français”<sup>15</sup>. Pourtant, lorsqu'il s'agit de défendre concrètement les éleveurs français, **le Rassemblement National refuse d'assurer un approvisionnement en viande française dans la restauration collective.**<sup>16</sup>

→ **Ensemble pour la République** : dans le cadre de la précédente législature, le gouvernement et les députés de la majorité se sont opposés à une [proposition de loi des écologistes](#) qui proposait que d'ici 2025, les services de restauration scolaire “proposent une option végétarienne à tous les repas ou, chaque semaine, deux menus végétariens sans autre choix”. La majorité présidentielle est donc favorable à conserver un menu végétarien par semaine et uniquement des choix de plats carnés tous les autres jours, mais opposée au renforcement du dispositif.

*L'option végétarienne quotidienne est pourtant une mesure bénéfique à la fois pour le climat et pour la santé des enfants qui ont aujourd'hui des apports en protéines deux fois supérieurs aux recommandations de l'ANSES<sup>17</sup>.*

## 2. Agriculture

Soutenir une agriculture écologique et paysanne et refuser la concurrence déloyale pour les agriculteurs.

- **Le Nouveau Front Populaire** propose de :
- ◆ **Soutenir la filière bio et l'agroécologie.**

<sup>15</sup> [https://datan.fr/votes/legislature-16/vote\\_1370](https://datan.fr/votes/legislature-16/vote_1370)

<sup>16</sup> Lors des débats sur la Loi d'Orientation Agricole à l'Assemblée nationale, en mai 2024, La député écologiste Marie Pochon a proposé [un amendement](#) visant à “s'assurer qu'à partir de 2027, 100 % des viandes bovines, porcines, ovines et de volaille servies dans les restaurants collectifs gérés par l'État, ses établissements publics et les entreprises publiques nationales proviennent d'animaux élevés en France”. L'ensemble des députés écologistes, socialistes et de la France insoumise a voté en faveur de cet amendement. A contrario, la quasi-totalité des députés du Rassemblement national ont voté contre l'amendement, à l'exception de deux d'entre eux qui ont voté pour (contre 19 voix contre). - [Lien vers le vers le résultat du vote](#).

<sup>17</sup> <https://www.anses.fr/fr/system/files/NUT2017SA0142.pdf>

- Encourager la conversion en bio des exploitations en reprenant leur dette dans une caisse nationale.
- Garantir un débouché aux produits bio dans la restauration collective, en particulier dans les cantines scolaires.

*Cette mesure permet de créer un cercle vertueux : des revenus sont garantis aux producteurs bio via des débouchés sûrs. L'ensemble de la filière bio est ainsi préservée.*

- ◆ **Sur les pesticides** : rétablir le plan français de réduction des pesticides (Écophyto) et interdire le glyphosate et les néonicotinoïdes (ces fameux tueurs d'abeille), en accompagnant financièrement les paysans concernés.

*La réduction des pesticides est dans l'intérêt de la santé des agriculteurs et agricultrices et du maintien d'une terre saine pour le futur de notre agriculture et de notre alimentation<sup>18</sup>.*

- ◆ **Sortir des fermes usines**, ces méga-exploitations agricoles<sup>19</sup>, source majeure de pollution des eaux et interdiction de l'élevage en cage, afin notamment d'améliorer le bien-être animal
- ◆ Instaurer un moratoire sur la construction des mégabassines : ces gigantesques réserves d'eau destinées à l'agriculture, [véritables aberrations écologiques](#).
- ◆ **Instaurer un protectionnisme écologique et social aux frontières de l'Europe** en interdisant les importations de produits ne respectant pas les normes français et européennes.

*Cette mesure permettra de ne plus trouver dans nos supermarchés des produits qui viennent de l'autre bout du monde, fabriqués dans des conditions environnementales, sociales et humaines catastrophiques.*

- ◆ **Lutter contre l'accaparement des terres** pour permettre à chaque agriculteur qui souhaite s'installer d'accéder à une exploitation pour préserver le modèle agricole familial.

*=> Cette mesure permettra de ralentir l'industrialisation de notre agriculture, qui s'accroît au détriment des paysans et paysannes.*

→ De manière globale, le **Rassemblement National**, en niant la nécessité d'une transition écologique et en refusant d'adapter l'agriculture aux

<sup>18</sup>

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/05/25/une-presence-generalisee-des-pesticides-dans-les-sols-agricoles-de-france-selon-une-etude-pilote\\_6174866\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/05/25/une-presence-generalisee-des-pesticides-dans-les-sols-agricoles-de-france-selon-une-etude-pilote_6174866_3244.html)

<sup>19</sup> <https://www.greenpeace.fr/fermes-usines-stop-a-lelevage-industriel/>

conséquences du réchauffement climatique, condamne l'avenir de l'agriculture et des exploitations agricoles qui doivent impérativement évoluer pour faire face à ces chocs climatiques.

Le Rassemblement National se présente comme **un grand défenseur des agriculteurs, mais ce soutien n'est que de façade** : les propositions et votes du RN démontrent leur incompétence en matière de politique agricole.

- ◆ **Il défend coûte que coûte les pesticides, sans se préoccuper de la santé de la population** : en 2023, le Rassemblement National a déposé une proposition de loi pour réautoriser les néonicotinoïdes<sup>20</sup>. Cette année, il a demandé l'arrêt total du plan Ecophyto et s'est félicité de la prolongation de l'autorisation du glyphosate pour dix ans<sup>21</sup>.
- ◆ Il parle **d'instaurer des "prix garantis"**, et ne parle plus de "prix planchers".

*Ce changement de positionnement n'est pas anodin, il est même représentatif des zigzags du Rassemblement National concernant l'amélioration des revenus des agriculteurs. Le groupe s'est abstenu sur la proposition d'instaurer des [prix planchers pour les agriculteurs](#), empêchant ainsi que les prix d'achat ne descendent en dessous des coûts de production pour protéger leurs revenus<sup>22</sup>.*

- ◆ Il s'est **abstenu sur un amendement visant à soutenir financièrement les agriculteurs** subissant des pertes sur leurs exploitations bio<sup>23</sup> (projet de loi de finances de 2024).
- ◆ Il a  **voté contre le soutien aux éleveurs** en refusant de garantir l'approvisionnement des cantines de l'Etat en viande française<sup>24</sup>.

<sup>20</sup> [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/l16b1135\\_proposition-loi.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/l16b1135_proposition-loi.pdf)

<sup>21</sup>

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/11/16/glyphosate-la-commission-europeenne-annonce-le-renouvellement-pour-dix-ans-dans-l-ue-faute-d-accord-entre-les-pays-membres\\_6200450\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/11/16/glyphosate-la-commission-europeenne-annonce-le-renouvellement-pour-dix-ans-dans-l-ue-faute-d-accord-entre-les-pays-membres_6200450_3244.html)

<sup>22</sup> En novembre 2023, lors d'une niche parlementaire de La France insoumise, la totalité des députés RN présents dans l'Hémicycle (47 sur 88) ont effectivement voté pour cette mesure. Mais début avril, lors d'un vote sur les prix planchers, porté par Marie Pochon, les députés du RN étaient seulement 12 (sur 88 députés) dans l'hémicycle. Pour les rares députés du Rassemblement national présents, ils ont préféré jouer la carte de la lâcheté en s'abstenant sur le vote. Finalement, le texte est adopté à 89 voix contre 66, grâce à l'ensemble de la gauche en opposition au reste de l'hémicycle.

<sup>23</sup> Lien vers l'amendement et vers le résultat du vote.

<sup>24</sup> L'amendement visait à s'assurer qu'à partir de 2027, 100% des viandes bovines, porcines, ovines et de volaille servies dans les restaurants collectifs gérés par l'État, ses établissements publics et les entreprises publiques nationales proviennent d'animaux élevés en France. Lien vers l'amendement et vers le résultat du vote

Dans le cadre du programme du Rassemblement National des législatives de 2024, le RN propose la mise en place d'un plan "Manger français" qui obligerait les cantines à utiliser 80% de produits agricoles à l'horizon 2027.

- ◆ Le mois dernier, il a voté **contre un amendement visant à fixer un objectif de 25 000 installations d'agriculteurs** par an<sup>25</sup>.
- ◆ Le RN propose de "renforcer les contrôles des importations pour mettre fin à la vente des produits étrangers ne respectant pas les normes françaises". Si cette mesure semble rejoindre la proposition du NFP, elle est néanmoins **très incomplète** si elle n'est pas accompagnée de mesures en faveur d'une transition agro-écologique.

→ **Du côté d'Ensemble pour la République**, la politique portée par le gouvernement a été catastrophique pour l'environnement et elle n'a fait qu'affaiblir les petits paysans et producteurs locaux. L'exécutif n'a cessé de renforcer la mainmise des grandes entreprises de l'agro-industrie et de la grande distribution sur le monde paysan via des politiques ultra-libérales et une industrialisation à marche forcée.

- ◆ **La loi d'orientation agricole** votée récemment à l'Assemblée nationale ne permettra pas de relever les deux immenses défis auxquels sont confrontés les agriculteurs<sup>26</sup> : le réchauffement climatique et le renouvellement des générations afin de trouver des repreneurs des exploitations.
- ◆ **L'ensemble des normes environnementales a été supprimé**, au détriment de l'avenir de l'agriculture, de la santé des agriculteurs et des consommateurs. Par exemple, le gouvernement a mis en place un certain nombre de mesures visant à accélérer la construction des élevages industriels et de méga-bassines<sup>27</sup>.
- ◆ **Non-respect des lois Egalim** (qui doivent protéger les agriculteurs dans les négociations commerciales) : alors que les agriculteurs souhaitaient une amélioration de leur revenu et qu'Emmanuel

<sup>25</sup>

[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/scrutins/3896?fbclid=IwZXh0bgNhZW0CMTAAAR1-re9i0cxcPKBREGJ7kM24CvvmFvzV5fbTQxhU0UUbBhyQIrbDNzLSdt8g\\_aem\\_BPRZzwLIioMoVUw mjGaGzA](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/scrutins/3896?fbclid=IwZXh0bgNhZW0CMTAAAR1-re9i0cxcPKBREGJ7kM24CvvmFvzV5fbTQxhU0UUbBhyQIrbDNzLSdt8g_aem_BPRZzwLIioMoVUw mjGaGzA)

<sup>26</sup>

<https://www.greenpeace.fr/espace-presse/loi-agricole-greenpeace-denonce-une-catastrophe-pour-lenvironnement-et-lavenir-de-lagriculture/>

<sup>27</sup>

<https://reporterre.net/Le-ministre-de-l-Agriculture-promet-une-centaine-de-megabassines-en-2024>

Macron avait annoncé la **mise en place de prix planchers, le gouvernement a voté contre cette mesure** lors d'un texte présenté à l'Assemblée nationale<sup>28</sup>.

- ◆ **Sur les pesticides** : après avoir suspendu le plan Ecophyto (qui vise à réduire les usages de produits phytopharmaceutiques de 50% d'ici 2025), le gouvernement a modifié l'indicateur d'usage des produits phytosanitaires et l'a remplacé par un outil de mesure très contesté des organisations environnementales. Aujourd'hui, Ensemble pour la République prétend dans son programme qu'ils vont continuer de "*réduire l'usage des pesticides de 50 % d'ici 2030*" mais son bilan va à l'encontre de cette proposition.

---

28

<https://www.greenpeace.fr/espace-presse/prix-planchers-greenpeace-salue-ladoption-de-la-loi-par-lassemblee-nationale/#:~:text=alue%20l...-,Prix%20planchers%20%3A%20Greenpeace%20salue%20l'adoption%20de%20la,loi%20par%20l'Assembl%3%A9e%20nationale&text=Le%20groupe%20Les%20%3A%20agriculteurs%20et%20agricultrices.>

## III / Transports

→ **Le Nouveau Front Populaire** affiche clairement sa volonté de faciliter l'accès aux transports en commun, au train, aux vélos et aux voitures en libre-service pour se détacher peu à peu de la voiture individuelle. Pour développer les transports publics et écologiques, le Nouveau Front Populaire propose dans son programme trois mesures phares qui permettraient de limiter l'utilisation de la voiture et des vols internes, et ainsi de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre :

- ◆ **Diminuer le tarif des transports en commun et du train**, via une tarification préférentielle pour des populations ciblées comme les jeunes par exemple, et pour tout le monde via une baisse de la TVA à 5,5% sur les billets de train.
- ◆ **Redonner plus de place au train** au niveau local en adoptant un moratoire sur la fermeture des petites lignes et en organisant leur réouverture.
- ◆ L'intention concerne également le **transport de marchandises** puisque le NFP propose de revenir sur le démantèlement de Fret SNCF (le service public de transport de marchandises par train).

*Ces mesures permettent de mettre moins de camions sur les routes, et donc de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre.*

*Il manque en revanche un soutien aux familles les plus modestes qui n'ont pas d'autres alternatives que la voiture individuelle pour leur déplacement, afin de leur permettre d'acquérir un véhicule électrique.*

→ **Le Rassemblement National** mise sur le tout voiture thermique, condamnant ainsi les Françaises et les Français à s'enfoncer un peu plus dans la crise climatique et la pollution de l'air, qui engendre 40 000 décès par an<sup>29</sup>. De manière globale, la question des transports est un véritable angle mort du RN.

- ◆ **Il s'oppose à l'interdiction de la vente de voitures thermiques** alors que l'Europe s'est engagée à en sortir d'ici 2035.

29

<https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/pollution-et-sante/air/articles/pollution-atmospherique-quels-sont-les-risques#:~:text=Ce%20risque%20a%20ensuite%20%C3%A9t%C3%A9,mois%20d'esp%C3%A9rance%20de%20vie>

- ◆ Les députés européens du Rassemblement National ont voté **contre le [Fonds social pour le climat](#)**<sup>30</sup>, un fonds qui vient en aide aux ménages pour accéder à un véhicule électrique.
- ◆ Les députés RN ont aussi le souci de ne pas réduire les privilèges des ultra-riches puisqu'ils ont voté [contre la proposition d'interdire les vols en jets privés](#).

→ **Ensemble pour la République** n'a pas été à la hauteur des enjeux lors de la précédente législature :

- ◆ Elle a détricoté les propositions de la convention citoyenne pour le climat qui proposaient de réduire la TVA sur les billets de train à 5,5% et d'interdire les vols internes quand une alternative à moins de 4h en train existait, adoptant finalement [une mesure extrêmement limitée](#).
- ◆ Le « [pass rail](#) » promis n'a finalement été appliqué que très partiellement puisqu'il n'est valable que deux mois, hors Ile de France.
- ◆ Le gouvernement a confirmé son intention de [démanteler le service public de transports de marchandise par train, Fret SNCF](#), poussant sur la route des centaines de milliers de camions.
- ◆ L'unique mesure visant la décarbonation des déplacements du quotidien est la réouverture du dispositif de leasing social de véhicule électrique à 100 000 personnes par an, dispositif abandonné par ce même gouvernement en début d'année 2024.

---

30

<https://www.touteleurope.eu/environnement/fonds-social-pour-le-climat-comment-la-commission-veut-elle-concilier-ambition-environnementale-et-justice-sociale/>

## IV / Climat

La transition écologique nécessite un accompagnement financier et social impliquant une vraie politique de redistribution des richesses et de lutte contre les inégalités. En effet, le coût de la transition n'a pas à être uniquement supporté par les citoyens, encore moins par les citoyens les plus modestes, ayant une empreinte carbone plus faible que les personnes les plus riches. Le partage de l'effort est également la clef pour permettre l'acceptabilité sociale des mesures de transition.

- Le **Nouveau Front Populaire** s'engage à enclencher les travaux parlementaires pour une loi climat énergie dans les premiers 100 jours de la législature, loi qui permettrait de structurer la nécessaire baisse des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Il propose également plusieurs leviers qui pourraient contribuer à financer une transition écologique socialement juste, parmi lesquels :

- ◆ la mise en place d'**un impôt sur la fortune "climatique"**<sup>31</sup>

*Il s'agit de rétablir l'impôt sur la fortune des ménages les plus riches, et d'y ajouter une composante environnementale pour taxer le patrimoine financier investi dans les secteurs les plus polluants. L'ISF avec une composante climatique permettrait de récolter environ 10 milliards d'euros par an<sup>32</sup> pour financer la transition écologique.*

- ◆ la mise en place d'**une taxe sur les superprofits des entreprises** les plus polluantes au niveau européen.

*Appliquée aux entreprises du CAC40, une telle taxe aurait permis de collecter environ [20 milliards de recette en 2023](#) pour financer la transition.*

- ◆ **l'interdiction des niches fiscales** les plus polluantes.

*A titre d'exemple, l'exonération de taxation du kérosène dans l'aérien représente [3,6 milliards d'euros par an](#).*

- Le **Rassemblement National** ne propose **aucune solution pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de la France en accord avec la trajectoire dictée par l'Accord de Paris**. Au contraire, certaines

<sup>31</sup>

[https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/21/ce-qu-il-faut-retenir-du-programme-economique-du-nouveau-front-populaire-entre-isf-climatique-et-smic-a-1-600-euros-net\\_6242113\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/21/ce-qu-il-faut-retenir-du-programme-economique-du-nouveau-front-populaire-entre-isf-climatique-et-smic-a-1-600-euros-net_6242113_823448.html)

<sup>32</sup> estimation 2017, source :

<https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2020/10/l-argent-sale-du-capital-pour-l-instauration-d-un-ISF-climatique-1.pdf>

solutions auraient certainement pour effet de nous propulser encore plus vite dans la crise climatique : moratoire sur les énergies renouvelables, baisse de TVA sur les carburants, prolongation de la date de vente des voitures thermiques au-delà de 2035...

***Le RN flirte clairement avec le climato-scepticisme<sup>33</sup> et se fera l'accélérateur d'une "écologie punitive", qui frappe déjà les Françaises et les Français de plein fouet à travers la multiplication des catastrophes climatiques et leur intensification, comme en témoignent les inondations exceptionnelles qui ont touché la Mayenne et l'Isère ces derniers jours.***

→ **Ensemble pour la République** affirme dans son programme pour les législatives qu'elle baissera de 20 % supplémentaires les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2027. Or, aucune mesure ambitieuse n'est mise sur la table pour la décarbonation des transports, secteur qui plombe pourtant le bilan carbone du pays. Et le bilan des années passées n'est pas reluisant :

- ◆ Le premier gouvernement formé sous la présidence d'Emmanuel Macron a fait l'objet de **deux procédures pour inaction climatique** : l'Affaire du siècle et l'affaire Grande Synthe. En 2021, le tribunal administratif de Paris puis le Conseil d'Etat ont reconnu les carences de l'Etat dans les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre.
- ◆ Dans l'affaire de Grande Synthe, le Conseil d'Etat a notamment fixé un ultimatum au gouvernement au 30 juin 2024 pour prendre toutes mesures supplémentaires utiles pour assurer la cohérence du rythme de diminution des émissions de gaz à effet de serre avec la trajectoire de réduction de ces émissions retenues par le décret du 21 avril 2020.
- ◆ A ce jour, **aucun travail parlementaire n'a été engagé pour produire le cadre législatif pour la mise en œuvre de l'atteinte des objectifs de réduction des gaz à effets de serre à 2030 et 2050** : ni la loi de programmation énergie et climat, ni la Stratégie française énergie et climat, ni la troisième Stratégie nationale bas-carbone, ni la troisième Programmation pluriannuelle de l'énergie n'ont pour l'heure été formellement adoptées, en dépit

33

[https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/190624/au-rn-malgre-les-discours-de-facade-les-climatosceptiques-pris-en-flagrant-deni?utm\\_source=quotidienne-20240619-180505&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=QUOTIDIENNE&utm\\_content=&utm\\_term=&xtor=EREC-83-\[QUOTIDIENNE\]-quotidienne-20240619-180505%20%20&M\\_BT=76400428041](https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/190624/au-rn-malgre-les-discours-de-facade-les-climatosceptiques-pris-en-flagrant-deni?utm_source=quotidienne-20240619-180505&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtor=EREC-83-[QUOTIDIENNE]-quotidienne-20240619-180505%20%20&M_BT=76400428041)

des obligations législatives. Ce retard a été pointé par le dernier rapport du Haut conseil pour le climat<sup>34</sup>.

---

34

<https://www.greenpeace.fr/espace-presse/rapport-du-haut-conseil-pour-le-climat-2024-reaction-de-greenpeace-france/>

## V / Biodiversité

La protection de la biodiversité, indispensable à la survie humaine, est souvent considérée comme une option dans les politiques et les programmes proposés, quand elle n'est pas tout simplement oubliée. Face à l'effondrement de la biodiversité, il y a pourtant urgence à la protéger.

- **Le Nouveau Front Populaire** propose plusieurs mesures pour conserver la biodiversité :
  - ◆ Défendre les **zones agricoles**, naturelles et les zones humides, doubler et améliorer la protection des **aires maritimes protégées**
  - ◆ **Protéger la forêt** en garantissant la diversité des essences, avec une filière sylvicole respectueuse de la biodiversité et des sols, garantissant les qualifications et les emplois des forestiers.
  - ◆ Rétablir les milliers de postes supprimés dans **le service public de suivi et de protection de la nature** : à l'Office national des forêts, à l'Office français de la biodiversité, à Météo France, au Cerema
  
- Sans surprise, **le Rassemblement National** s'oppose à toute proposition de protection de la biodiversité et de la nature en général :
  - ◆ il a voté contre le **règlement pour la restauration de la nature et de la biodiversité** dans l'Union européenne
  - ◆ il a voté contre la mise en place d'aires marines réellement protégées
  - ◆ il a voté contre la suspension de l'exploration pour l'exploitation des fonds marins.
  
- Quant à **Ensemble pour la République**, aucun élément sur la protection de la biodiversité n'est versé au programme.
  - ◆ Le gouvernement actuel s'est prononcé en faveur d'un moratoire sur **l'exploration pour l'exploitation des grands fonds marins**. Cette position avant-gardiste et progressiste au niveau international ne peut cependant faire oublier la faiblesse de la politique de protection des espaces marins au niveau national. Le gouvernement refuse encore aujourd'hui de renforcer les niveaux

de protection et autorise des techniques de pêche destructrice dans les aires marines protégées<sup>35</sup>.

- ◆ En outre, la terrible reculade sur le plan Ecophyto adoptée suite à la crise agricole de l'hiver dernier condamne de très nombreuses espèces d'insectes et oiseaux à disparaître.

---

35

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/03/26/les-aires-marines-europeennes-ne-sont-pas-protegees-de-la-peche-au-chalut\\_6224217\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/03/26/les-aires-marines-europeennes-ne-sont-pas-protegees-de-la-peche-au-chalut_6224217_3244.html)

## VI / Libertés associatives

### → Procédures bâillons

Depuis plusieurs années, et de manière récurrente, [des amendements bâillons](#) de la société civile, visant à bâillonner les associations lanceuses d'alerte telles que Greenpeace ou encore L214, sont déposés par plusieurs membres des groupes Les Républicains, Rassemblement National et plus récemment par des députés de la majorité. **Si le RN venait à être au pouvoir, ces amendements passeraient sans aucun doute.**

Ces amendements, qui visent spécifiquement **les lanceurs d'alerte sur les conditions d'élevage des animaux dans les fermes-usines<sup>36</sup> et les associations qui ont des positions critiques sur le nucléaire**, ont pour objectif d'amplifier la répression envers les lanceurs d'alerte et à asphyxier financièrement les associations en supprimant le droit aux réductions d'impôts pour les dons qui leur sont faits. Le fait d'essayer de réduire les dons des associations comme Greenpeace, qui reposent à 100% sur le dons des particuliers, vise à atteindre notre indépendance politique : notre indépendance financière, qui ne repose sur aucune subvention de l'Etat, est au cœur de notre indépendance politique et donc de notre liberté de parole.

Il est essentiel de combattre ce bâillonnement de la société civile et de refuser la criminalisation des associations.

### → Loi séparatisme

Le gouvernement d'Emmanuel Macron a également entamé une **bataille répressive envers les associations et la société civile, notamment avec la mise en place de [la loi séparatisme](#)**, qui vise à encadrer, contrôler et sanctionner davantage l'action des associations alors que ces dernières œuvrent pour des sujets reconnus d'intérêt général. Il s'agit là d'un outil de pression politique sur la société civile.

Greenpeace rappelle qu'il est essentiel d'assurer des contre-pouvoirs forts dans une démocratie : c'est notamment le rôle des associations et ONG comme Greenpeace d'agir comme un contre-pouvoir indépendant. Celui-ci serait alors menacé avec l'arrivée d'un gouvernement d'extrême droite au pouvoir.

---

<sup>36</sup>

[https://www.politique-animaux.fr/elevage/97-deputes-ont-vote-pour-les-amendements-au-projet-de-loi-de-finances-2023-visant-penaliser-?utm\\_medium=email&utm\\_source=newsletter&utm\\_campaign=2024%2F06%2F20-elections-legislatives](https://www.politique-animaux.fr/elevage/97-deputes-ont-vote-pour-les-amendements-au-projet-de-loi-de-finances-2023-visant-penaliser-?utm_medium=email&utm_source=newsletter&utm_campaign=2024%2F06%2F20-elections-legislatives)